

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 avril 2014

MÉDIATEURS FÉDÉRAUX

**Statut et cadre du personnel
(article 19 de la loi du 22 mars 1995
instaurant des médiateurs fédéraux)**

ANNEXES

Document précédent:

Doc 53 **3437 (2013/2014):**
001: Rapport.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 april 2014

FEDERALE OMBUDSMANNEN

**Statuut en formatie van het personeel
(artikel 19 van de wet van 22 maart 1995 tot
instelling van federale ombudsmannen)**

BIJLAGEN

Voorgaand document:

Doc 53 **3437 (2013/2014):**
001: Verslag.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het de definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be courriel : publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be
Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC	De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier



le Médiateur fédéral

un pont entre le citoyen et l'administration

Monsieur André Flahaut
Président
Chambre des représentants
1008 BRUXELLES

140118054

votre courrier du

votre référence

notre référence
OM/cr/14/017

Bruxelles
le 28 janvier 2014

Statut du personnel du Collège des médiateurs fédéraux

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 19, alinéa 2 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, nous vous adressons en annexe une proposition de modification du statut du personnel du Collège des médiateurs fédéraux.

Elle est accompagnée d'une brève note expliquant les motifs de cette proposition et les grandes lignes qui la sous-tendent.

Vous remerciant pour l'attention que vous réserverez à cette demande de modification, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Les médiateurs fédéraux,

Guido Herman

Catherine De Bruecker



Bruxelles, le 24 janvier 2014

Proposition d'adaptation du statut du personnel du Collège des médiateurs fédéraux (cf. art. 19, alinéa 2 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux).

Introduction

Le statut et le cadre actuels de l'institution datent de 1998.

Le projet que nous souhaitons soumettre à la Chambre des représentants vise premièrement à intégrer les adaptations opérées déjà dans la pratique en exécution de recommandations de la Cour des comptes, ainsi que les corrections d'erreurs matérielles ou de changements survenus dans l'environnement institutionnel.

S'y ajoutent 2 objectifs importants:

A. Permettre une gestion moderne et efficace de l'institution :

- En améliorant le système des mandats pour les fonctions de management, grâce à une gestion des ressources humaines axée sur la motivation et l'évaluation des titulaires.
- En consolidant les connaissances et l'expertise engrangées et en facilitant l'engagement de nouveaux talents, ce qui passe par une adaptation des modalités de recrutement et des possibilités d'évolution de carrière.

B. Promouvoir activement la mobilité du personnel avec les autres collatéraux ainsi que le Parlement.

La création d'une plateforme commune permettant d'engager une collaboration plus étroite en matière de gestion des ressources humaines entre les différentes institutions bénéficiant d'une dotation du parlement offre des opportunités d'économies, d'échanges d'expertise et de perspectives de carrière plus larges pour les collaborateurs.

La proposition que nous soumettons renforce l'harmonisation des statuts des différents collatéraux du Parlement. Les adaptations proposées procèdent en effet pour beaucoup d'un alignement sur le statut actuel du personnel de la Commission de la Vie privée, approuvé en 2003. Ce statut s'était lui-même largement inspiré de celui du personnel du Collège des médiateurs fédéraux de 1998, en y intégrant toutefois les corrections et amendements apparus nécessaires au regard de l'expérience des cinq premières années de vie de l'institution. Il s'agit d'un processus normal et nécessaire d'adaptation vu la jeunesse de ces institutions.

Adaptations proposées :

- a) Fonctions de management (administrateur, directeur, coordinateurs):
- exclusivement par mandat, soit par appel interne soit par appel externe ;
 - renouvelable par période de 4 ans, sans limitation, afin d'éviter de devoir lancer une nouvelle procédure externe, lorsque le titulaire preste de manière excellente ;
 - disposition transitoire permettant de régler la situation des mandataires actuellement en fonction et qui ont été recrutés par le biais d'un appel externe ;
- b) Modalités de recrutements :
- simplifier et élargir les modalités de recrutement, afin de rencontrer plus rapidement les besoins de l'institution et faciliter la reprise du personnel statutaire d'autres institutions, telles que le Sénat ou les autres institutions collatérales ;
 - éviter l'obligation de repasser des épreuves déjà réussies auprès d'autres collatéraux (ex : tests linguistiques)
 - permettre le recrutement direct au grade d'assistant de direction (niveau bachelor) afin de pouvoir attirer des compétences spécifiques (ex : comptable) ;
- c) Gestion des ressources humaines :
- améliorer le processus d'évaluation du personnel pour en faire un véritable instrument de gestion des ressources humaines
 - remédier aux incohérences et aligner notre réglementation en matière de congés et absences sur celle de la fonction publique fédérale
 - permettre une opération unique de recrutement réservée aux collaborateurs contractuels expérimentés actuellement en service, pour combler les vacances du cadre, afin d'éviter un *brain drain* par manque de possibilités d'évolution de la carrière (notons qu'aucun recrutement d'attachés statutaires n'a eu lieu depuis 1999) ;
 - instaurer une échelle barémique d'assistant de direction supplémentaire afin de pouvoir valoriser l'exercice de missions spécifiques impliquant des compétences et responsabilités particulières ;
 - étirer les échelles barémiques A1-A4 jusqu'à 30 ans comme à la Chambre pour éviter de bloquer les traitements de collaborateurs expérimentés (pour les attachés, l'échelle barémique est limitée à 17 ans) ; plusieurs collaborateurs se trouvent (bientôt) dans cette situation, sans pouvoir prétendre au passage à une échelle barémique ou à un grade plus élevé.

Enfin, la question d'une éventuelle adaptation du cadre organique aux besoins réels de l'institution, tels que reconnus par la Chambre au travers de l'approbation de la dotation, mériterait par ailleurs d'être examinée à l'avenir.

Les médiateurs fédéraux,

Guido Herman et Catherine De Bruecker



de federale Ombudsman
een brug tussen burger en overheid

De heer André Flahaut
Voorzitter
Kamer van volksvertegenwoordigers
1008 BRUSSEL

uw bericht van

uw kenmerk

ons kenmerk
OM/cr/14/018

Brussel
28 januari 2014

Statuut van het personeel van het College van de federale ombudsmannen

Mijnheer de Voorzitter,

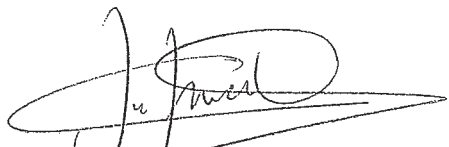
Zoals bepaald in artikel 19, tweede alinea van de wet van 22 maart 1994 betreffende de instelling van federale ombudsmannen zenden wij u als bijlage een voorstel tot wijziging van het personeelsstatuut van het college van ombudsmannen.

U vindt hierbij tevens een korte nota die deze wijzigingen toelicht en de grote lijnen waarop deze zijn gesteund.

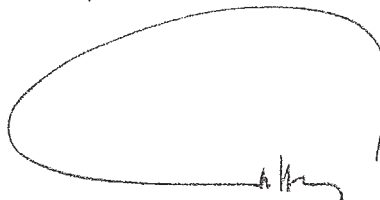
Wij danken u voor de aandacht die u hieraan zal besteden, en verblijven

Hoogachtend,

De federale ombudsmannen,



Catherine De Bruecker



Guido Herman

de federale Ombudsman
een brug tussen burger en overheid

Brussel, 24 januari 2014

Project tot aanpassing van het personeelsstatuut van het College van federale ombudsmannen (cf. art. 19 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen).

Inleiding

Het huidige statuut en het kader van de instelling dateren van 1998.

Het project dat wij aan de Kamer van volksvertegenwoordigers wensen voor te leggen, beoogt in eerste instantie aanpassingen te integreren die in de praktijk reeds van toepassing zijn in uitvoering van de aanbevelingen van het Rekenhof, alsook materiële vergissingen recht te zetten of veranderingen in te passen die voortspruiten uit de wijziging van het constitutionele landschap.

Daarbij sluiten twee belangrijke doelstellingen aan:

- A. Een hedendaags en efficiënt beheer van de instelling mogelijk maken.
 - Door een verbetering van het mandaatsysteem voor de managementfuncties, dankzij een HR management gericht op de motivatie en de evaluatie van de titularissen.
 - Het consolideren van de verworven kennis en expertise en het vereenvoudigen van het aantrekken van nieuw talent, door een aanpassing van de aanwervingsmodaliteiten en de mogelijkheden tot loopbaanontwikkeling.
- B. Het actief bevorderen van de mobiliteit van het personeel met de andere collateralen van het parlement en het parlement zelf.

De kans om een gemeenschappelijk platform te creëren tot nauwere samenwerking inzake HR tussen de dotatiegerechtigde instellingen geeft ook ruimte om efficiëntiewinst te boeken, de uitwisseling van competenties te vergemakkelijken en ruimere loopbaanperspectieven te bieden aan de medewerkers.

Met dit voorstel komen wij tot een grotere harmonisatie van de bestaande collateralen van het parlement. De voorgestelde wijzigingen leiden grotendeels tot een aanpassing aan het statuut van 2003 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Het personeelsstatuut van deze Commissie was grotendeels geïnspireerd op dat van het College van de federale ombudsmannen uit 1998, echter rekening houdend met de vijf jaar ervaring die het College dan al had verworven en waaruit de nodige aanpassingen en verbeteringen konden worden gedistilleerd. Gezien het vrij jonge instellingen betreft, is dit een normaal en noodzakelijk proces om deze op efficiënte en optimale wijze te laten functioneren.

Voorgestelde wijzigingen

- a) Managementfuncties (administrateur, directeur, coördinatoren):
- Enkel bij mandaat, ofwel na interne oproep, ofwel via externe oproep;
 - Vernieuwbaar om de vier jaar, zonder beperking, om te telkens een nieuwe externe procedure te vermijden wanneer de titularis uitstekend presteert;
- b) Aanwervingsmodaliteiten
- Vereenvoudigen en verbreden van de wervingsmodaliteiten om sneller aan de noden van de instelling tegemoet te komen en de overname van statutair personeel van andere instellingen zoals de Senaat of andere collaterale instellingen te vergemakkelijken;
 - Het organiseren van toetsen vermijden waarvoor kandidaten al bij andere collaterale instellingen reeds waren geslaagd (vb.: taaltesten);
 - Directe werving tot de graad van directie assistent mogelijk maken (bachelor niveau) om specifieke competenties te kunnen aantrekken (vb. boekhouder);
- c) Beheer van de human resources
- De evaluatieprocessen van het personeel verbeteren en er een echt instrument van HR-management van maken;
 - Ongerijmdheden rechtzetten en de reglementering op vlak van verloven en afwezigheden richten op deze van het openbaar ambt;
 - Aanwerving, voorbehouden aan de ervaren contractuele medewerkers in dienst, om de openstaande statutaire functies in te vullen; daardoor brain drain door gebrek aan verdere loopbaanmogelijkheden vermijden (noteer dat er geen enkele statutaire aanwerving meer was sinds 1999);
 - Het instellen van een bijkomende baremaschaal van directie-assistent om de uitoefening van specifieke opdrachten te valoriseren die specifieke vaardigheden vragen;
 - De baremaschalen A1-A4 uitbreiden tot 30 jaar zoals voor de Kamer geldt, om te vermijden dat er een blokkering optreedt op niveau van de ervaren medewerkers (voor de attachés is de baremaschaal beperkt tot 17 jaar); meerdere medewerkers bevinden zich (weldra) in deze situatie, zonder aanspraak te kunnen maken op een hogere baremaschaal of graad.

De vraag die we ons voor de toekomst eveneens stellen is of er niet moet worden aan gedacht het organieke kader aan te passen aan de reële noden van de instelling zoals erkend door de Kamer op basis van de goedkeuring van de jaarlijkse dotatie.

De federale ombudsmannen,

Catherine De Bruecker en Guido Herman.

COLLEGE DES MEDIATEURS FEDERAUX
STATUT DU PERSONNEL

COLLEGE VAN DE FEDERALE OMBUDSMANNEN
STATUUT VAN HET PERSONEEL

Codes couleurs / Kleurcodes:

Commission de la Vie privée / Privacycommissie

Recommandations Cour des Comptes / Aanbevelingen Rekenhof

également reprises par la ComVP / ook reeds opgenomen door de PrivCom

Corrections, nouvelles dénominations, etc. / Rechtzettingen, nieuwe benamingen, ...

également reprises par la ComVP / ook reeds opgenomen door de PrivCom

Initiatives spécifiques / Specifieke initiatieven

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I	DISPOSITIONS GENERALES
CHAPITRE II	RECRUTEMENT
CHAPITRE III	NOMINATION
CHAPITRE IV	DROITS, DEVOIRS ET INCOMPATIBILITES
CHAPITRE V	EVALUATION
CHAPITRE VI	REGIME DE CARRIERE
CHAPITRE VII	POSITION ADMINISTRATIVE ET REGLEMENTATION DES CONGES
CHAPITRE VIII	REGIME PECUNIAIRE
CHAPITRE IX	REGIME DISCIPLINAIRE
CHAPITRE X	CESSATION DES FONCTIONS
CHAPITRE XI	DISPOSITIONS PARTICULIERES, TRANSITOIRES ET FINALES
ANNEXE I	TABEAU DES ECHELLES DE TRAITEMENT DU PERSONNEL DU COLLEGE DES MEDiateURS FEDERAUX

INHOUDSTAFEL

HOOFDSTUK I	ALGEMENE BEPALINGEN
HOOFDSTUK II	WERVING
HOOFDSTUK III	BENOEMING
HOOFDSTUK IV	RECHTEN, PLICHTEN EN ONVERENIGBAARHEDEN
HOOFDSTUK V	EVALUATIE
HOOFDSTUK VI	VERLOOP VAN DE LOOPBAAN
HOOFDSTUK VII	ADMINISTRATIEVE TOESTAND EN VERLOFREGELING
HOOFDSTUK VIII	BEZOLDIGING
HOOFDSTUK IX	TUCHTREGELING
HOOFDSTUK X	BEËINDIGING VAN HET AMBT
HOOFDSTUK XI	BIJZONDERE BEPALINGEN, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN
BIJLAGE I	TABEL VAN DE WEDDE- SCHALEN VAN HET PERSO- NEEL VAN HET COLLEGE VAN DE FEDERALE OMBUDSMANNEN

CHAPITRE I^{ER} - DISPOSITIONS GENERALES**Article 1^{er}**

Le Collège des Médiateurs fédéraux, dénommé ci-après "les Médiateurs", est assisté d'un personnel statutaire, dénommé ci-après "les agents".

Article 2

Les agents sont nommés, promus, dirigés, suspendus, révoqués ou démis par les Médiateurs.

Article 3

Les agents sont répartis en niveaux A, B ou C.

Article 4

Les grades suivants sont créés :

Niveau A: Directeur et Administrateur
 Auditeur coordinateur
 Auditeur
 Attaché

Niveau B: Assistant de direction
 Assistant administratif

Niveau C: Huissier-chauffeur

Article 5

Les membres du personnel contractuel ne sont pas des agents au sens du présent statut. Certaines dispositions particulières du présent statut ne sont applicables à ces membres du personnel que dans la mesure où il en est fait expressément mention.

HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN**Artikel 1**

Het College van de federale Ombudsmannen, hierna "de Ombudsmannen" genoemd, wordt bijgestaan door statutair personeel, hierna "de ambtenaren" genoemd.

Artikel 2

De ambtenaren worden benoemd, bevorderd, geleid, geschorst, ontslagen of afgezet door de Ombudsmannen.

Artikel 3

De ambtenaren worden ingedeeld volgens niveau A,B,C.

Artikel 4

Volgende graden worden ingesteld:

Niveau A: Directeur en Administrateur
 Auditeur-coördinator
 Auditeur
 Attaché

Niveau B: Directie-assistent
 Bestuursassistent

Niveau C: Bode-chauffeur

Artikel 5

De contractuele personeelsleden zijn geen ambtenaar in de zin van dit statuut. Slechts indien dit uitdrukkelijk als zodanig is gesteld, zijn bijzondere bepalingen van het statuut van toepassing op deze personeelsleden.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE II: RECRUTEMENT**Article 6**

Les agents sont recrutés après réussite d'un concours de recrutement ou en tant que chargé de mission pour une durée déterminée.

Les fonctions de management d'administrateur, de directeur et d'auditeur coordinateur ne peuvent être pourvues que par la voie d'un mandat en tant que chargé de mission, soit par recrutement externe, soit via mandat interne.

Les conditions générales de recrutement sont fixées par le présent statut.

Les Médiateurs peuvent fixer des conditions complémentaires pour chaque recrutement spécifique. Ainsi, les Médiateurs peuvent notamment prescrire un âge minimum ou la possession de diplômes ou certificats particuliers, ou encore fixer des exigences spécifiques en matière de compétence professionnelle, comme la possession de connaissances pratiques ou l'exercice d'une activité professionnelle antérieure.

Article 6bis

Les Médiateurs peuvent également décider de procéder, aux conditions fixées par ou en vertu du présent statut, à un recrutement en faisant appel à des agents nommés à titre définitif auprès d'une autre autorité publique, avec laquelle ils ont conclu un protocole au préalable.

Article 7

Les Médiateurs annoncent tout recrutement externe en tant qu'agent par la voie d'un avis à publier au Moniteur belge.

Cet avis mentionne au moins la nature du recrutement et de la fonction, le grade, les conditions générales et, le cas échéant, les conditions particulières auxquelles les candidats doivent répondre pour être nommés en tant qu'agent, la date à laquelle les conditions doivent être remplies et le nombre minimum d'emplois à conférer.

Article 8

Les concours de recrutement peuvent être organisés pour les grades d'attaché et d'auditeur

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

HOOFDSTUK II: WERVING**Artikel 6**

De ambtenaren worden aangeworven na te zijn geslaagd in een vergelijkend wervingsexamen ofwel als opdrachthouder voor een bepaalde duur.

De managementfuncties van administrateur, directeur en auditeur-coördinator kunnen enkel bij mandaat als opdrachthouder worden toebedeeld, hetzij door externe aanwerving, hetzij via intern mandaat.

De algemene voorwaarden voor de aanwerving worden bepaald door dit statuut.

Voor elke specifieke aanwerving kunnen bijkomende voorwaarden door de Ombudsmannen worden vastgesteld. Aldus kunnen de Ombudsmannen onder meer minimale leeftijdsgrenzen voorschrijven of het bezit van bijzondere diploma's of getuigschriften of kunnen zij bijzondere eisen stellen inzake de beroepsbekwaamheid, zoals het bezit van een praktische kennis of de uitoefening van een vorige beroepswerkzaamheid.

Artikel 6bis

De Ombudsmannen kunnen eveneens beslissen tot aanwerving, onder de voorwaarden bedoeld of overeenkomstig dit statuut, door een beroep te doen op ambtenaren die bij een andere overheidsinstantie, waarmee zij voorafgaandelijk een protocol hebben afgesloten, in vast verband zijn benoemd.

Artikel 7

De Ombudsmannen kondigen elke externe aanwerving als ambtenaar aan bij wege van een in het Belgisch Staatsblad te plaatsen bericht.

Het bericht vermeldt ten minste de aard van de werving en van de functie, de graad, de algemene en desgevallend ook de bijzondere vereisten waaraan de gegadigden moeten voldoen om benoemd te worden als ambtenaar, de datum waarop de vereisten moeten worden vervuld en het minimum aantal te verlenen betrekkingen.

Artikel 8

De vergelijkende wervingsexamens kunnen worden georganiseerd voor de graden van attaché en

d'administrateur au niveau A, d'assistant administratif et d'assistant de direction au niveau B et de huissier-chauffeur au niveau C. Ils sont organisés par les Médiateurs, et le cas échéant, sur décision de ces derniers, en collaboration avec la Chambre des représentants ou SELOR, Bureau de Sélection de l'administration fédérale.

La procédure de recrutement pour ces concours et la composition de la commission d'examen sont fixés par les Médiateurs et, le cas échéant, de commun accord avec le Greffier de la Chambre des représentants ou l'administrateur délégué de SELOR.

Les Médiateurs ou leur délégué président la commission d'examen.

Article 9

Le recrutement en tant que chargé de mission est organisé par les Médiateurs, et le cas échéant, sur décision de ces derniers, en collaboration avec la Chambre des représentants ou SELOR, Bureau de Sélection de l'administration fédérale.

La procédure de recrutement et la composition du jury sont fixées par les Médiateurs et, le cas échéant, de commun accord avec le Greffier de la Chambre des représentants ou l'administrateur délégué de SELOR.

Les Médiateurs ou leur délégué président le jury.

Article 10

Nul ne peut être nommé en tant qu'agent s'il ne satisfait pas aux conditions d'admissibilité générales suivantes :

- 1° être ressortissant d'un pays de l'Union européenne ;
- 2° être de conduite irréprochable ;
- 3° jouir des droits civils et politiques ;
- 4° avoir son domicile en Belgique ;
- 5° satisfaire aux exigences linguistiques correspondant à la fonction à conférer ;
- 6° être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat correspondant au niveau du grade à conférer.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

auditeurs — administrateur in niveau A, van bestuursassistent en directie-assistent in niveau B en van bode-chauffeur in niveau C. Ze worden georganiseerd door de Ombudsmannen, en desgevallend volgens een beslissing van deze laatste, in samenwerking met de Kamer van Volksvertegenwoordigers of met SELOR, Selectiebureau van de federale overheid.

De aanwervingsprocedure voor deze examens en de samenstelling van de examencommissie worden vastgesteld door de Ombudsmannen en desgevallend, in onderlinge overeenstemming met de Griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de afgevaardigd bestuurder van SELOR.

De Ombudsmannen of hun afgevaardigde zitten de examencommissie voor.

Artikel 9

De aanwerving als opdrachthouder wordt georganiseerd door de Ombudsmannen en desgevallend volgens een beslissing van deze laatste, in samenwerking met de Kamer van Volksvertegenwoordigers of met SELOR, Selectiebureau van de federale overheid.

De aanwervingsprocedure en de samenstelling van de jury worden vastgesteld door de Ombudsmannen en desgevallend, in onderlinge overeenstemming met de Griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de afgevaardigd bestuurder van SELOR.

De Ombudsmannen of hun afgevaardigde zitten de jury voor.

Artikel 10

Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd, indien hij niet voldoet aan volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten:

- 1° onderdaan zijn van een land van de Europese Unie;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° zijn hoofdverblijfplaats in België hebben;
- 5° voldoen aan de taaleisen overeenkomstig de toe te wijzen functie;
- 6° houder zijn van een diploma of getuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad.

Article 11

§1. Les diplômes et certificats exigés pour être admis au recrutement sont les suivants:

- pour les fonctions du niveau A, les diplômes et certificats de niveau A de la hiérarchie des agents de l'Etat;
- pour les fonctions du niveau B, les diplômes et certificats de niveau B de la hiérarchie des agents de l'Etat lorsqu'il s'agit de la fonction d'assistant de direction, et ceux de niveau C pour la fonction d'assistant administratif;
- pour les fonctions de niveau C, aucune condition de diplôme ou de certificat n'est requise.

§2. L'agent satisfait aux exigences linguistiques visées à l'article 10, 5°, soit en réussissant une épreuve spécifiquement organisée à cette fin par les Médiateurs, soit en étant porteur d'une attestation équivalente de réussite d'une épreuve organisée par la Chambre des Représentants, le Sénat, une institution collatérale de la Chambre des Représentants ou du Sénat, le Bureau de Sélection de l'administration fédérale, ou des épreuves organisées en vue d'occuper une fonction bilingue au sein de l'organisation judiciaire.

Artikel 11

§1. De vereiste diploma's en getuigschriften om tot de aanwerving te worden toegelaten zijn de volgende:

- voor functies van niveau A, de diploma's en getuigschriften van niveau A van de hiërarchie van het Rijkspersoneel;
- voor functies van niveau B, de diploma's en getuigschriften van niveau B van de hiërarchie van het Rijkspersoneel voor de functie van directie-assistent, en deze van niveau C voor de functie van bestuursassistent;
- voor de functies van niveau C wordt geen enkele vereiste van diploma of getuigschrift gesteld.

§2. De ambtenaar voldoet aan de taaleisen bedoeld in artikel 10, 5°, hetzij door het slagen in een daartoe door de Ombudsmannen specifiek georganiseerde proef, hetzij door houder te zijn van een overeenkomstig getuigschrift van een proef georganiseerd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, een collaterale instelling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat, het Selectiebureau van de federale overheid of van de proeven georganiseerd voor het bekleden van een tweetalig ambt binnen de rechterlijke organisatie.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE III: NOMINATION**Article 12**

La nomination d'agent auprès du Collège des Médiateurs fédéraux est définitive ou temporaire.

Les agents prêtent serment entre les mains des Médiateurs.

S'ils négligent de prêter le serment prescrit, leur nomination est annulée avec effet rétroactif.

Article 13

Les agents qui sont recrutés en tant que chargés de mission sont nommés pour des périodes renouvelables de quatre ans, aux conditions fixées par les Médiateurs.

Les chargés de mission revêtent un grade du cadre organique du Collège des Médiateurs fédéraux.

Les chargés de mission sont des agents au sens du présent statut. Dans la mesure où il en est fait explicitement mention, certaines dispositions particulières du statut ne leur sont pas applicables.

Article 14

Chaque nomination d'agent définitif auprès du Collège des Médiateurs fédéraux est précédée d'une période de stage.

Le stagiaire est agent au sens du présent statut. Il est considéré pour la durée du stage comme agent nommé à titre temporaire. Dans la mesure où il en est fait explicitement mention, certaines dispositions particulières du statut ne lui sont pas applicables.

La durée du stage est de deux ans pour le niveau A, d'un an pour le niveau B et de six mois pour le niveau C. Le stage peut, au maximum, être prolongé d'un tiers de sa durée dans les cas prévus au présent statut.

HOOFDSTUK III: BENOEMING**Artikel 12**

De benoeming als ambtenaar bij het College van de federale Ombudsmannen is definitief of tijdelijk.

De ambtenaren leggen de eed af in handen van de Ombudsmannen.

Indien zij verzuimen de voorgeschreven eed af te leggen, wordt hun benoeming met terugwerkende kracht vernietigd.

Artikel 13

De ambtenaren die als opdrachthouder worden aangeworven, worden benoemd voor hernieuwbare periodes van vier jaar, onder de voorwaarden bepaald door de Ombudsmannen.

De opdrachthouders worden bekleed met een graad uit de personeelsformatie van het College van de federale Ombudsmannen.

De opdrachthouders zijn ambtenaar in de zin van dit statuut. Slechts indien dit uitdrukkelijk als zodanig is gesteld, zijn bijzondere bepalingen van het statuut niet van toepassing op de opdrachthouders.

Artikel 14

Elke benoeming als vastbenoemd ambtenaar bij het College van de federale Ombudsmannen wordt voorafgegaan door een stageperiode.

De stagiair is ambtenaar in de zin van dit statuut. Hij wordt voor de duur van de stage beschouwd als een tijdelijk benoemd ambtenaar. Slechts indien dit uitdrukkelijk als zodanig is gesteld, zijn bijzondere bepalingen van het statuut niet van toepassing op de stagiair.

De stage duurt twee jaar voor niveau A, één jaar voor niveau B en zes maanden voor niveau C. Zij kan ten hoogste met één derde van haar duur worden verlengd in de bij dit statuut voorziene gevallen.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Article 15

Le déroulement du stage fait l'objet d'une appréciation, par le chef de service du stagiaire, semestrielle pour le niveau A et trimestrielle pour les autres niveaux, par la voie d'un rapport de stage intermédiaire et, un mois avant la fin du stage, par la voie d'un rapport final, dont les modèles sont fixés par les Médiateurs.

Chaque rapport est porté à la connaissance du stagiaire qui y apporte éventuellement ses observations.

Article 16

Le stage des agents est placé sous la haute direction des Médiateurs et sous la surveillance de l'administrateur.

L'administrateur détermine notamment le programme de formation auquel les stagiaires doivent participer, et est chargé de l'appréciation concernant le déroulement du stage.

Article 17

L'administrateur soumet aux Médiateurs le rapport de stage final ainsi que les rapports de stage intermédiaires qui ne sont pas favorables au stagiaire.

Les Médiateurs décident, sur proposition de l'administrateur et après avoir recueilli des informations auprès du chef de service concerné, de procéder soit:

- 1° à la poursuite du stage;
- 2° à la nomination définitive de l'agent stagiaire s'il est reconnu apte à tous égards;
- 3° au licenciement de l'agent stagiaire si celui-ci est jugé inapte;
- 4° à une prolongation de la période de stage si l'aptitude physique ou professionnelle a pu être jugée insuffisante.

Les Médiateurs entendent le stagiaire avant de décider de prolonger son stage ou de le licencier. La décision est motivée.

Article 18

Dans les cas où les Médiateurs ont décidé que la nature de la fonction requiert de satisfaire à des

Artikel 15

Het verloop van de stage wordt voor niveau A zesmaandelijks en voor de andere niveaus driemaandelijks door het diensthoofd van de stagiair beoordeeld door middel van een tussentijds stageverslag en één maand voor het einde van de stage door een eindverslag, waarvan de modellen worden vastgelegd door de Ombudsmannen.

Ieder verslag wordt ter kennis gebracht van de stagiair, die er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt.

Artikel 16

De stage van de ambtenaren verloopt onder de hoge leiding van de Ombudsmannen en onder het toezicht van de administrateur.

De administrateur stelt onder meer het vormingsprogramma vast waaraan de stagiairs moeten deelnemen en staat in voor de beoordeling van het verloop van de stage.

Artikel 17

De administrateur legt het afsluitende stageverslag, alsook de tussentijdse stageverslagen die niet gunstig zijn voor de stagiair, voor aan de Ombudsmannen.

De Ombudsmannen beslissen, op voorstel van de administrateur en na informatie te hebben ingewonnen bij het betrokken diensthoofd, tot hetzij:

- 1° het voortzetten van de stage;
- 2° de definitieve benoeming van de stagedoende ambtenaar indien hij in alle opzichten geschikt wordt bevonden;
- 3° het afdanken van de stagedoende ambtenaar indien hij ongeschikt wordt bevonden;
- 4° een verlenging van de stage, indien de fysieke of professionele geschiktheid onvoldoende kon worden beoordeeld.

De Ombudsmannen horen de stagiair alvorens te beslissen tot de verlenging van de stage of tot de afdanking van de stagiair. De beslissing is met redenen omkleed.

Artikel 18

In de gevallen waarin de Ombudsmannen hebben beslist dat de aard van het ambt vereist dat voldaan is

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

exigences d'aptitudes particulières du point de vue médical, les lauréats peuvent entrer en service avant d'être déclarés physiquement aptes ; toutefois, si l'examen médical démontre par la suite leur inaptitude, ils seront démis conformément à l'article 19.

Article 19

L'agent stagiaire jugé inapte physiquement est démis d'office. Au plus tard à la date de cette démission d'office, il est conclu avec l'intéressé un contrat de travail à durée minimale exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage.

Lorsqu'il est reconnu dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours ce contrat ou lorsqu'il le devient pendant l'exécution de celui-ci, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le second cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités.

Article 20

Le stagiaire peut être licencié pour cause d'inaptitude professionnelle moyennant un préavis de trois mois. Au plus tard à la date de la décision de licenciement, il est conclu avec l'intéressé un contrat de travail d'une durée déterminée de trois mois qui correspond au délai de préavis.

Toute faute grave commise dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci peut donner lieu au licenciement sans préavis du stagiaire concerné. Dans ce cas, l'intéressé est au préalable entendu ou interpellé par les Médiateurs.

aan bijzondere geschiktheidseisen van medische aard, kunnen de geslaagden in dienst treden vooraleer zij lichamelijk geschikt zijn bevonden; indien het medisch onderzoek achteraf uitwijst dat zij ongeschikt zijn, worden zij ontslagen overeenkomstig artikel 19.

Artikel 19

De stagedoende ambtenaar die lichamelijk ongeschikt wordt bevonden, wordt ambtshalve ontslagen. Ten laatste op de datum van dit ambtshalve ontslag wordt met de betrokkene een arbeidsovereenkomst gesloten van een minimumduur die hem toelaat in aanmerking te komen voor een werkloosheidsuitkering.

Is betrokkene arbeidsongeschikt verklaard op het ogenblik van de aanvang van de genoemde overeenkomst of wordt hij arbeidsongeschikt tijdens de uitvoering ervan, dan ontvangt hij in het eerste geval gedurende 6 maanden een bezoldiging, en in het tweede geval gedurende de wachtperiode die nodig is om uitkeringen te kunnen genieten in het kader van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, sector uitkeringen.

Artikel 20

De stagiair kan wegens beroepsongeschiktheid worden afgedankt met een opzegging van drie maanden. Ten laatste op de datum van de beslissing tot afdanking wordt met de betrokkene een arbeidsovereenkomst gesloten met een bepaalde duur van drie maanden die overeenstemt met de opzegtermijn.

Voor elke zware fout tijdens of naar aanleiding van de stage kan de betrokkene zonder opzegging worden ontslagen. De betrokkene wordt in dat geval voorafgaandelijk gehoord of aangemaand door de Ombudsmannen.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

**CHAPITRE IV: DROITS, DEVOIRS
ET INCOMPATIBILITES**

Article 21

Les agents sont tenus d'exécuter consciencieusement les tâches qui leur sont confiées. Ils assument leur fonction avec loyauté et de manière irréprochable. Ils ont le devoir, dans tout acte lié à l'exercice de leur fonction ou en dehors de celle-ci, de rester digne de la confiance qui leur est accordée par les Médiateurs.

A l'exception de l'article 24, les dispositions de ce chapitre sont applicables aux membres du personnel contractuel.

Article 22

Les agents jouissent de la liberté d'expression pour autant qu'elle ne soit pas de nature à nuire à la neutralité ou à la dignité du Collège des Médiateurs fédéraux.

Il leur est interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de l'autorité, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen, et notamment le droit au respect de la vie privée.

Les agents ne peuvent divulguer à toute personne non habilitée des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur fonction.

Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent également aux agents qui ont cessé d'exercer leurs fonctions.

Article 23

Les agents peuvent prester certaines activités complémentaires pour autant que celles-ci ne contraignent pas l'exercice de leur fonction et ne portent pas atteinte à la neutralité ou à la dignité du Collège des Médiateurs fédéraux. L'autorisation préalable des Médiateurs est toujours exigée pour des activités rémunérées.

Est incompatible avec la fonction d'agent tout mandat public conféré par élection ou par nomination. L'agent qui accepte un tel mandat est démis d'office

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

**HOOFDSTUK IV: RECHTEN, PLICHTEN EN
ONVERENIGBAARHEDEN**

Artikel 21

De ambtenaren dienen plichtsbewust de hen opgedragen taken te vervullen. Zij oefenen hun functie op loyale en onberispelijke wijze uit. Zij dienen bij elke handeling, in het kader van hun ambt of daarbuiten, het vertrouwen waardig te blijven dat de Ombudsmannen in hen stellen.

De bepalingen van dit hoofdstuk, met uitzondering van artikel 24, zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden.

Artikel 22

De ambtenaren hebben het recht op vrijheid van meningsuiting, voor zover de neutraliteit of de waardigheid van het College van de federale Ombudsmannen hierdoor niet worden geschaad.

Het is hun verboden die feiten bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, het voorkomen en het bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en in het bijzonder op het recht op eerbied voor de persoonlijke levenssfeer.

De ambtenaren mogen aan onbevoegden geen feiten openbaar maken waarvan zij kennis kregen in de uitoefening van hun functie.

De bepalingen van de voorgaande leden gelden eveneens voor de ambtenaren die hun ambt hebben neergelegd.

Artikel 23

Voor zover de uitoefening van hun functie er niet door wordt gehinderd en voor zover de neutraliteit of de waardigheid van het College van de federale Ombudsmannen hierdoor niet in het gedrang worden gebracht, mogen de ambtenaren bijkomende activiteiten uitoefenen. Voor activiteiten die worden vergoed is de voorafgaande toestemming van de Ombudsmannen steeds vereist.

De functie van ambtenaar is onverenigbaar met elk openbaar mandaat verkregen door verkiezing of door benoeming. De ambtenaar die een dergelijk mandaat

sans préavis ni indemnité.

Les agents ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours, à un mouvement, groupement, organisation ou association qui poursuit des objectifs en opposition avec la Constitution ou la Loi.

Article 24

Un agent ne peut être mis à la disposition d'un autre service public que moyennant l'autorisation préalable des Médiateurs.

Une telle mise à disposition ne peut pas être accordée aux chargés de mission, ni aux stagiaires.

La mise à disposition ne peut être accordée que pour une période d'une durée déterminée.

Si l'agent concerné n'a pas repris sa fonction, passé ce délai, il est démis d'office sans préavis ni indemnité.

Article 25

Il est strictement interdit à tout agent de solliciter ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de sa fonction mais en raison de celle-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Article 26

Si les nécessités fonctionnelles du service le requièrent, les Médiateurs peuvent demander aux agents de dépasser le régime de travail qui leur est applicable pour accomplir des prestations spéciales et urgentes.

Article 27

Les agents ont droit à l'information pour tous les aspects utiles à l'exercice de leurs tâches. Ils ont droit à la formation continue pour satisfaire aux critères d'évaluation et aux conditions de promotion.

Article 28

Chaque agent a le droit de consulter son dossier personnel.

aanvaardt, wordt zonder vooropzeg en zonder vergoeding ambtshalve ontslagen.

De ambtenaren mogen zich niet aansluiten bij, noch hun medewerking verlenen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging die doelstellingen nastreeft in strijd met de Grondwet of de Wet.

Artikel 24

Een ambtenaar kan slechts ter beschikking van een andere Openbare Dienst worden gesteld, dan na voorafgaande toestemming van de Ombudsmannen.

De terbeschikkingstelling kan niet worden toegestaan aan de opdrachthouders, noch aan de stagiairs.

De terbeschikkingstelling kan slechts voor een periode van bepaalde duur worden toegestaan.

Indien de betrokken ambtenaar, na deze termijn, zijn functie niet heeft hervat, wordt hij zonder vooropzeg en zonder vergoeding ambtshalve ontslagen.

Artikel 25

Een ambtenaar mag in geen geval giften, beloningen of voordelen van welke aard ook, rechtstreeks of via tussenpersoon, zelfs buiten zijn functie maar naar aanleiding ervan, vragen of ontvangen.

Artikel 26

Naargelang de noodwendigheden van de dienst, kunnen de Ombudsmannen voor bijzondere en dringende opdrachten verzoeken de geldende dienstregeling te overschrijden.

Artikel 27

De ambtenaren hebben recht op informatie wat alle aspecten betreft die nuttig zijn voor de taakvervulling. Ze hebben recht op voortgezette opleiding om te kunnen voldoen aan de evaluatiecriteria en bevorderingsvereisten.

Artikel 28

Elke ambtenaar heeft het recht zijn persoonlijk dossier te raadplegen.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Article 29

Lorsqu'un agent enfreint les dispositions du présent chapitre, il est passible de sanctions disciplinaires conformément au présent statut.

Artikel 29

Indien een ambtenaar een inbreuk pleegt op de bepalingen van dit hoofdstuk, kan hij overeenkomstig dit statuut worden onderworpen aan tuchtsancties.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE V: EVALUATION**Article 30**

L'évaluation est obligatoire pour chaque agent **et pour chaque membre du personnel contractuel**, à l'exception des agents stagiaires.

Un rapport d'évaluation est établi, tous les deux ans, pour chaque agent.

Article 31

L'évaluation est placée sous la haute direction des Médiateurs. Ils fixent, selon les principes du présent statut, les modalités relatives à l'évaluation.

L'évaluation des agents avec le grade de directeur, d'administrateur et d'auditeur coordinateur s'effectue directement par les Médiateurs.

Pour les autres agents, l'évaluation est attribuée par **l'administrateur, sur proposition de** le chef de service de l'intéressé.

L'administrateur gère le système d'évaluation.

Article 32

Les évaluateurs tiennent pour chaque agent un dossier d'évaluation qui contient tous les éléments aussi bien favorables que défavorables qui contribuent à l'évaluation de l'agent concerné.

Ce dossier d'évaluation ne peut contenir que des données en rapport direct avec l'exercice de la fonction ou avec des comportements étrangers au service qui peuvent porter atteinte à la neutralité ou à la dignité du Collège des Médiateurs fédéraux.

Le recueil de ces données est soumis à la loi sur la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données personnelles.

Article 33

Il est prévu quatre mentions possibles:

- excellent;
- bon;
- satisfaisant;

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

HOOFDSTUK V: EVALUATIE**Artikel 30**

De evaluatie is verplicht voor elke ambtenaar **en voor elk contractueel personeelslid**, met uitzondering van de stagedoende ambtenaren.

Voor elke ambtenaar wordt om de twee jaar een evaluatieverslag opgesteld.

Artikel 31

De evaluatie verloopt onder de hoge leiding van de Ombudsmannen. Zij leggen, volgens de principes van dit statuut, de modaliteiten betreffende de evaluatie vast.

De evaluatie van de ambtenaren met de graad van directeur, administrateur en auditeur-coördinator gebeurt rechtstreeks door de Ombudsmannen.

Voor de andere ambtenaren wordt de evaluatie toegekend door **de administrateur, op voorstel van** het diensthoofd van de betrokkene.

De administrateur beheert het evaluatiesysteem.

Artikel 32

De evaluatoren houden voor elke ambtenaar een evaluatiedossier bij dat alle elementen bevat, zowel gunstige als ongunstige, die bijdragen tot de evaluatie van de betrokken ambtenaar.

Dit evaluatiedossier mag slechts gegevens bevatten die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van de functie of met handelingen buiten dienstverband die de neutraliteit of de waardigheid van het College van de federale Ombudsmannen kunnen aantasten.

Het verzamelen van deze gegevens is onderworpen aan de Wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 33

Er zijn vier vermeldingen mogelijk:

- uitstekend
- goed
- voldoende

- insuffisant.

Article 34

L'évaluation est attribuée après un entretien entre l'évaluateur et l'agent évalué. L'intéressé reçoit un exemplaire du rapport d'évaluation. Ce dernier lui est notifié au moyen d'une lettre recommandée à la poste ou remis en mains propres avec accusé de réception.

Article 35

L'agent qui conteste l'évaluation attribuée par l'administrateur son chef de service peut interjeter appel auprès des Médiateurs. Il transmet, endéans les dix jours ouvrables, ses objections écrites aux Médiateurs.

L'intéressé qui néglige d'interjeter appel endéans le délai fixé par l'alinéa précité est présumé marquer son accord avec l'évaluation attribuée, sauf cas de force majeure dont il appartient aux seuls Médiateurs de décider.

Article 36

Les Médiateurs prennent, en appel, une décision motivée après avoir entendu l'agent concerné. Ils peuvent recueillir toute information qu'ils jugent utile afin de prendre leur décision.

Article 37

L'agent qui a obtenu la mention "*insuffisant*" n'a pas droit aux augmentations de traitement prévues dans son échelle barémique.

Article 38

La mention "*bon*" donne droit aux promotions en grade et aux promotions barémiques aux conditions fixées par le présent statut.

La mention "*excellent*" donne droit aux promotions prévues par le présent statut un an avant que la condition d'ancienneté normale ne soit remplie. Dans le cas où l'agent concerné ne peut plus prétendre ni à une promotion en grade ni à une promotion barémique, la mention "*excellent*" lui donne droit, à une ancienneté pécuniaire supplémentaire de deux ans dans son échelle barémique. Après la première application, ces avantages ne peuvent être accordés

- onvoldoende.

Artikel 34

De evaluatie wordt toegekend na een onderhoud tussen de evaluator en de geëvalueerde. De betrokkene ontvangt een exemplaar van het evaluatieverslag. Het wordt hem bij aangetekende brief betekend of overhandigd tegen ontvangstbewijs.

Artikel 35

De ambtenaar die de door de administrateur zijn diensthoofd toegekende evaluatie betwist kan een beroep instellen bij de Ombudsmannen. Hiertoe maakt hij binnen de 10 werkdagen zijn schriftelijke bezwaren over aan de Ombudsmannen.

De betrokkene die nalaat om binnen de in het vorige lid gestelde termijn een beroep in te stellen, wordt geacht akkoord te gaan met de toegekende evaluatie, behoudens de gevallen van overmacht waarover enkel de Ombudsmannen beslissen.

Artikel 36

De Ombudsmannen nemen in hoger beroep een gemotiveerde beslissing na de betrokken ambtenaar te hebben gehoord. Zij kunnen elke informatie inwinnen die ze nuttig achten voor het nemen van de beslissing.

Artikel 37

De ambtenaar die de vermelding "*onvoldoende*" heeft gekregen, heeft geen recht op de weddeverhogingen waarin zijn weddeschaal voorziet.

Artikel 38

De vermelding "*goed*" geeft recht op de bevorderingen in graad en in weddeschaal, onder de voorwaarden bepaald in dit statuut.

De vermelding "*uitstekend*" geeft recht op de bevorderingen waarin dit statuut voorziet, één jaar voor het vervullen van de normale anciënniteitsvoorwaarde. Indien de betrokken ambtenaar niet meer in aanmerking komt voor een bevordering in graad of in weddenschaal, geeft de vermelding "*uitstekend*" recht op een bijkomende geldelijke anciënniteit van twee jaar. Na de eerste toepassing kunnen deze voordelen pas opnieuw worden

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

qu'au terme d'une période ininterrompue de trois cycles d'évaluation ayant reçu la mention "excellent".

La mention "*satisfaisant*" donne uniquement droit aux promotions prévues par le présent statut en application des principes de la carrière plane, avec un an de retard par rapport à la condition d'ancienneté normale.

La mention "*insuffisant*" ne donne pas droit aux promotions prévues par le présent statut.

Article 39

L'agent qui obtient l'évaluation "*insuffisant*" est évalué à nouveau six mois après que l'évaluation est devenue définitive. Si, à ce moment, il obtient à nouveau l'évaluation "*insuffisant*", il est évalué une deuxième fois trois mois après que l'évaluation précédente est devenue définitive. S'il obtient encore toujours l'évaluation "*insuffisant*", il est alors licencié pour inaptitude professionnelle. Il obtient un préavis calculé conformément aux dispositions prévues par la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, pour les employés du secteur privé.

toegekend na ononderbroken periodes van drie evaluatiecycli met de vermelding "*uitstekend*".

De vermelding "*voldoende*" geeft enkel recht op de bevorderingen waarin dit statuut voorziet met toepassing van de principes van de vlakke loopbaan, met een vertraging van één jaar op de normale anciënniteitsvoorwaarde.

De vermelding "*onvoldoende*" geeft geen recht op de bevorderingen waarin dit statuut voorziet.

Artikel 39

De ambtenaar die de vermelding "*onvoldoende*" krijgt, wordt na zes maanden vanaf het definitief worden van de evaluatie opnieuw geëvalueerd. Krijgt hij op dat ogenblik opnieuw een vermelding "*onvoldoende*", dan wordt hij terug geëvalueerd na 3 maanden vanaf het definitief worden van de vorige evaluatie. Krijgt hij nogmaals de vermelding "*onvoldoende*", dan wordt hij ontslagen wegens professionele ongeschiktheid. Hij krijgt een vooropzeg, berekend volgens de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor de werknemers uit de privé-sector.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE VI: REGIME DE CARRIERE**Article 40**

L'attaché qui compte 6 années d'ancienneté de grade est nommé auditeur, aux conditions fixées par le présent statut.

Article 41

L'auditeur qui compte 6 années d'ancienneté de grade obtient, aux conditions fixées par le présent statut, une promotion barémique.

Article 42

~~L'auditeur peut être nommé au grade d'auditeur coordinateur aux conditions fixées par le présent statut.~~

Article 43

L'auditeur coordinateur qui compte 6 années d'ancienneté de grade obtient, aux conditions fixées par le présent statut, une promotion barémique.

Article 44

~~L'auditeur coordinateur qui compte 12 années d'ancienneté de niveau peut, aux conditions fixées par le présent statut, être nommé au grade de directeur.~~

~~Pour le calcul de l'ancienneté de niveau dont question à l'alinéa précité, les services antérieurs sont pris en considération à concurrence de la période d'expérience professionnelle fixée comme condition particulière lors du recrutement au niveau A.~~

Article 45

Le directeur et l'administrateur qui comptent 6 années d'ancienneté de grade obtiennent, aux conditions fixées par le présent statut, une promotion barémique.

Article 46

L'assistant administratif qui compte 10 années d'ancienneté de grade obtient, aux conditions fixées par le présent statut, une promotion barémique.

HOOFDSTUK VI: VERLOOP VAN DE LOOPBAAN**Artikel 40**

De attaché die 6 jaar graadanciënniteit heeft, wordt onder de voorwaarden bepaald in dit statuut tot auditeur benoemd.

Artikel 41

De auditeur die 6 jaar graadanciënniteit heeft, verkrijgt onder de voorwaarden bepaald in dit statuut een verhoging in weddeschaal.

Artikel 42

~~De auditeur kan, onder de voorwaarden bepaald in dit statuut, tot auditeur-coördinator worden benoemd.~~

Artikel 43

De auditeur-coördinator die 6 jaar graadanciënniteit heeft, verkrijgt onder de voorwaarden bepaald in dit statuut een verhoging in weddeschaal.

Artikel 44

~~De auditeur-coördinator met 12 jaar niveau-anciënniteit kan, onder de voorwaarden bepaald in dit statuut, tot directeur worden benoemd.~~

~~Voor het bepalen van de in het vorige lid bedoelde niveau-anciënniteit worden de vroegere diensten in aanmerking genomen, ten belope van de bij de aanwerving in niveau A als bijzondere voorwaarde gestelde periode van beroepservaring.~~

Artikel 45

De directeur en de administrateur die 6 jaar graadanciënniteit hebben, verkrijgen onder de voorwaarden bepaald in dit statuut, een verhoging in weddeschaal.

Artikel 46

De bestuursassistent die 10 jaar graadanciënniteit heeft, verkrijgt onder de voorwaarden bepaald in dit statuut, een verhoging in weddeschaal.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Article 47

L'assistant administratif qui assure le secrétariat d'un Médiateur peut, aux conditions fixées par les Médiateurs, être nommé au grade d'assistant de direction pour une période d'une durée déterminée.

La période visée à l'alinéa précédent ne peut toutefois pas excéder le mandat en cours du Médiateur dont le secrétariat est assuré.

La nomination pour une période à durée déterminée au grade d'assistant de direction est renouvelable aux mêmes conditions.

Article 48

L'assistant administratif qui possède des compétences professionnelles spécifiques, peut, aux conditions fixées par les Médiateurs, obtenir l'échelle barémique d'assistant de direction.

L'agent dont question à l'alinéa précédent qui compte 6 années d'ancienneté peut, aux conditions fixées par le présent statut, être nommé au grade d'assistant de direction.

Article 48bis

L'assistant de direction qui assume des missions spécifiques, peut, aux conditions fixées par les Médiateurs, obtenir une promotion barémique.

Article 49

L'agent de niveau C qui compte 10 années d'ancienneté de grade obtient, aux conditions fixées par le présent statut, une promotion barémique.

Article 50

Les promotions, visées aux articles 40, 41, 43, 45, 46 et 49, sont attribuées selon les principes de la carrière plane.

Les modalités relatives aux autres promotions sont déterminées par les Médiateurs.

Article 51

Les Médiateurs peuvent, en fonction des nécessités

Artikel 47

De bestuursassistent die het secretariaat van een Ombudsman waarneemt kan, onder de voorwaarden bepaald door de Ombudsmannen, voor een periode van bepaalde duur tot directie-assistent worden benoemd.

De in het vorige lid bedoelde periode kan ten hoogste zolang duren als de lopende ambtstermijn van de Ombudsman, waarvan het secretariaat wordt waargenomen.

De benoeming voor een periode van bepaalde duur tot directie-assistent is onder dezelfde voorwaarden verlengbaar.

Artikel 48

De bestuursassistent met specifieke beroepsbekwaamheden kan, onder de voorwaarden bepaald door de Ombudsmannen, de weddeschaal van directie-assistent verkrijgen.

De in het vorige lid bedoelde ambtenaar die 6 jaar graadanciënniteit heeft kan, onder de voorwaarden bepaald in dit statuut, tot directie-assistent worden benoemd.

Artikel 48bis

De directie-assistent die specifieke opdrachten vervult kan, onder de voorwaarden bepaald door de Ombudsmannen, een verhoging in weddeschaal verkrijgen.

Artikel 49

De ambtenaar van niveau C die 10 jaar graadanciënniteit heeft, verkrijgt onder de voorwaarden bepaald in dit statuut een verhoging in weddeschaal.

Artikel 50

De bevorderingen, bedoeld in de artikelen 40, 41, 43, 45, 46 en 49, worden toegekend volgens de principes van de vlakke loopbaan.

Voor de overige bevorderingen worden de modaliteiten bepaald door de Ombudsmannen.

Artikel 51

Volgens de noodwendigheden van de dienst kunnen

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

du service, charger un agent de fonctions supérieures.

de Ombudsmannen een ambtenaar belasten met hogere functies.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE VII: POSITION ADMINISTRATIVE ET REGLEMENTATION DES CONGES

Article 52

L'agent se trouve en activité de service, en non-activité ou en disponibilité.

Article 53

L'agent est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle qui le place, soit de plein droit, soit par décision des Médiateurs, dans une autre position administrative.

Sauf disposition formelle contraire, l'agent en activité de service a droit au traitement et à l'avancement dans son échelle de traitement. Il peut faire valoir ses titres à la promotion.

Article 54

Sous réserve de dispositions contraires dans le présent statut ou de modalités dérogatoires déterminées par les Médiateurs, la réglementation applicable aux agents **et aux membres du personnel contractuel** en matière de congés et d'absences **repris au présent statut** est celle en vigueur pour le personnel des administrations fédérales.

~~Sous les mêmes conditions, la réglementation applicable aux membres du personnel contractuel en ce qui concerne les congés et absences repris au présent statut est celle qui est d'application pour les membres du personnel contractuel des administrations de l'État.~~

Article 55

L'agent bénéficie, aux conditions fixées par le présent statut, des congés suivants :

- 1° congés annuels de vacances, jours fériés légaux ainsi que ceux visés à l'article 64, congés de circonstances, congés de maternité, congés d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;
- 2° congés pour maladie ou infirmité;
- 3° congés pour prestations réduites, autorisées après une absence pour maladie ou infirmité;
- 4° congés pour don de moëlle osseuse.

Ces congés sont assimilés à des périodes d'activité de service.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

HOOFDSTUK VII: ADMINISTRATIEVE TOESTAND EN VERLOFREGELING

Artikel 52

De ambtenaar bevindt zich in dienstactiviteit, in non-activiteit of in disponibiliteit.

Artikel 53

De ambtenaar wordt altijd geacht in actieve dienst te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de Ombudsmannen in een andere administratieve toestand plaatst.

Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in actieve dienst recht op wedde en op bevordering in zijn weddeschaal. Hij kan zijn aanspraken op bevordering doen gelden.

Artikel 54

Behoudens andersluidende bepalingen in dit statuut of afwijkende modaliteiten bepaald door de Ombudsmannen is de reglementering die geldt voor **het personeel van de federale overheden inzake de in dit statuut opgenomen** verloven en afwezigheden, van toepassing op de ambtenaren en de contractuele personeelsleden.

~~Onder dezelfde voorwaarden is voor de contractuele personeelsleden inzake de verloven en afwezigheden de reglementering van toepassing die geldt voor de contractuele personeelsleden in de Rijksbesturen.~~

Artikel 55

Onder de voorwaarden bepaald in dit statuut krijgt de ambtenaar verlof:

- 1° voor jaarlijkse vakantie en op de wettelijke feestdagen en de dagen bedoeld in artikel 64, voor omstandigheidsverlof, voor bevalling, voor opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
- 2° wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 3° voor verminderde prestaties, toegestaan na een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 4° voor het afstaan van beenmerg.

Deze verloven worden gelijkgesteld met perioden van dienstactiviteit.

Article 56

En outre, l'agent peut obtenir un congé:

- 1° parental;
- 2° pour mission;
- 3° pour lui permettre d'effectuer un stage ou une période d'essai dans un autre emploi au sein d'un service de l'État, de l'enseignement subsidié, de l'enseignement universitaire, d'un centre psychomédico-social subsidié, d'un service d'orientation professionnelle subsidié ou d'un institut médico-pédagogique subsidié.

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont, pour le surplus, assimilés à des périodes d'activité de service de non-activité.

Les congés visés aux points 2° et 3° ne sont pas applicables aux stagiaires ni aux chargés de mission qui sont mis à la disposition du Collège des Médiateurs fédéraux par un autre service public.

Article 57

L'agent est en non-activité:

- 1° lorsqu'il prolonge l'exercice d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général;
- 2° lorsqu'il a été autorisé à s'absenter pour une période de longue durée, pour des raisons familiales ou pour convenance personnelle.

Article 58

Sauf disposition formelle contraire, l'agent qui se trouve en non-activité n'a pas droit au traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement qu'aux conditions fixées par les Médiateurs.

Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Artikel 56

Daarnaast kan de ambtenaar een verlof bekomen:

- 1° voor ouderschap;
- 2° voor opdracht;
- 3° om hen in staat te stellen een stage of een proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van het universitair onderwijs, van een gesubsidieerd psychomedisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut.

Deze verloven worden niet vergoed. Zij worden voor het overige met perioden van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De verloven onder 2° en 3° gelden niet voor de stagiairs, noch voor de opdrachthouders die ter beschikking van het College van de federale Ombudsmannen zijn gesteld door een andere Openbare Dienst.

Artikel 57

De ambtenaar is in non-activiteit:

- 1° wanneer hij de uitvoering van een opdracht die niet van algemeen belang is erkend, voortzet;
- 2° wanneer aan de ambtenaar, om familiale of persoonlijke redenen, toegestaan wordt voor een periode van lange duur afwezig te zijn.

Artikel 58

Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in non-activiteit geen recht op wedde.

Hij kan alleen onder door de Ombudsmannen gestelde voorwaarden aanspraken maken op bevordering en op bevordering in zijn weddeschaal.

Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de vereisten voldoet om in ruste te worden gesteld.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Article 59

Sans préjudice de l'application éventuelle d'une peine disciplinaire ou d'une mesure administrative, l'agent qui s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé se trouve de plein droit en non-activité sans traitement. Il conserve dans cette position ses titres à l'avancement dans son échelle de traitement. Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion pendant la durée de son absence irrégulière ni recevoir une promotion.

Article 60

La suspension disciplinaire place l'agent de plein droit dans la position administrative de non-activité.

Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement dans son échelle de traitement. Il ne peut subir une retenue de traitement supérieure à celle prévue par l'article 23, deuxième alinéa, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Article 61

L'agent peut, aux conditions à déterminer par les Médiateurs, être mis en disponibilité sans préavis:

- 1° pour retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 2° pour cause de maladie ou d'infirmité qui ne donne pas lieu à une inaptitude définitive au service mais provoquent des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité.

L'agent mis en disponibilité pour retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou pour cause de maladie ou d'infirmité reçoit un traitement d'attente comme prévu par l'article 72 du présent statut. Il conserve ses droits à une promotion en grade ou à une promotion barémique.

Article 62

Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour recevoir une pension de retraite.

Les agents en disponibilité restent à la disposition des Médiateurs et peuvent, aux conditions à déterminer

Artikel 59

Onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf of van een administratieve maatregel, komt de ambtenaar die zonder toestemming afwezig is of de duur van zijn verlof zonder geldige reden overschrijdt, van rechtswege op non-activiteit zonder wedde te staan. In die stand behoudt hij zijn rechten op de bevordering in zijn weddeschaal. Hij kan voor de niet gewettigde duur van zijn afwezigheid zijn aanspraken op bevordering niet doen gelden noch een bevordering verkrijgen.

Artikel 60

Tuchtschorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve toestand non-activiteit.

Gedurende de periodes van tuchtschorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering en op bevordering in zijn weddeschaal niet doen gelden. Er kan hem geen hogere inhouding van wedde worden opgelegd dan die waarin wordt voorzien in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Artikel 61

De ambtenaar kan, onder door de Ombudsmannen te stellen voorwaarden, zonder opzegging in disponibiliteit worden gesteld:

- 1° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;
- 2° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

De ambtenaar in disponibiliteit gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of wegens ziekte of gebrekkigheid ontvangt een wachtgeld, zoals bepaald in artikel 72 van dit statuut. Hij behoudt zijn recht op bevordering in graad of in weddeschaal.

Artikel 62

Niemand kan in disponibiliteit gesteld of gehouden worden, wanneer hij voldoet aan de eisen om in ruste te worden gesteld.

Ambtenaren in disponibiliteit blijven ter beschikking van de Ombudsmannen en kunnen, onder door de

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

par les Médiateurs, être réaffectés.

Ils sont tenus, dans les délais fixés par les Médiateurs, de prendre le service qui leur a été assigné.

Article 63

La durée du congé annuel de vacances des agents est fixée comme suit selon leur âge :

- agents de moins de 40 ans: 30 jours ouvrables;
- agents de 40 ans à 49 ans: 31 jours ouvrables;
- agents à partir de 50 ans: 32 jours ouvrables;

Le congé annuel de vacances est pris selon les convenances de l'agent, en tenant compte des nécessités du service et après autorisation du chef de service.

Article 64

Les agents sont en congé les samedis et les dimanches ainsi que les jours fériés légaux, de même que:

- le 2 janvier;
- les 2 et 15 novembre;
- le 26 décembre.

Ils peuvent toutefois être astreints à travailler pendant un ou plusieurs de ces jours de congé lorsque les nécessités du service l'exigent. Ils obtiennent, dans ce cas, un congé de récupération d'une durée égale qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Article 65

Lorsqu'un ou plusieurs jours de congé visés à l'article précédent coïncident avec un jour où l'agent ne travaille pas en vertu du régime de travail qui lui est applicable, il est accordé un jour de congé de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Article 66

Les Médiateurs peuvent déterminer que certains jours de vacances ou de compensation doivent être pris à certains jours fixés par eux.

Ombudsmannen te stellen voorwaarden, weder tewerkgesteld worden.

Zij moeten, binnen de door de Ombudsmannen gestelde tijd, de hun toegewezen dienst opnemen.

Artikel 63

De duur van de jaarlijkse vakantie wordt voor de ambtenaren naargelang hun leeftijd als volgt bepaald:

- ambtenaren van minder dan 40 jaar: 30 werkdagen;
- ambtenaren van 40 tot en met 49 jaar: 31 werkdagen;
- ambtenaren vanaf 50 jaar: 32 werkdagen.

De jaarlijkse vakantie wordt genomen naar keuze van de ambtenaar rekening houdend met de noodwendigheden van de dienst en na toestemming van het diensthoofd.

Artikel 64

De ambtenaren zijn met verlof op de zaterdagen en zondagen en op de wettelijke feestdagen, maar tevens op:

- 2 januari;
- 2 en 15 november;
- 26 december.

Zij kunnen evenwel door de Ombudsmannen worden verzocht op één of meerdere van deze dagen te werken, mocht dit noodzakelijk blijken voor de dienst. Zij bekomen in dat geval een inhaalverlof van dezelfde duur dat onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kan worden genomen.

Artikel 65

Wanneer één of meerdere van de in het vorige artikel bedoelde verlofdagen samenvallen met een dag waarop de ambtenaar krachtens de arbeidstijdregeling die op hem van toepassing is, niet werkt, wordt compensatieverlof verleend dat onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kan worden genomen.

Artikel 66

De Ombudsmannen kunnen bepalen dat sommige vakantiedagen of compensatiedagen dienen te worden opgenomen op bepaalde door hen vastgestelde dagen.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Article 67

Outre les congés annuels de vacances, il peut être accordé des congés de circonstances dans les limites suivantes :

1. Mariage de l'agent: 5 jours ouvrables;
2. Accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle, au moment de l'évènement, l'agent vit maritalement: 10 jours ouvrables;
3. Décès du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vivait maritalement ou d'un parent ou allié au premier degré: 4 jours ouvrables;
4. Mariage d'un enfant: 3 jours ouvrables;
5. Décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit habitant sous le même toit que l'agent: 2 jours ouvrables;
6. Décès d'un parent ou allié au deuxième degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent: 1 jour ouvrable.

Article 67bis

Le régime des accidents du travail applicable au personnel des services publics fédéraux s'applique aux membres du personnel.

Article 68

L'agent absent pour cause de maladie ou d'infirmité est soumis à la tutelle sanitaire de Medex ou d'un service similaire au choix des Médiateurs, selon les modalités fixées par eux.

Il est tenu de signaler immédiatement son absence à l'administrateur ainsi qu'au médecin du Centre médical dont il dépend.

Artikel 67

Behalve het jaarlijks vakantieverlof kan aan de ambtenaren omstandigheidsverlof worden toegekend, binnen de perken zoals hierna bepaald:

1. Huwelijk van de ambtenaar: 5 werkdagen;
2. Bevallings van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft: 10 werkdagen;
3. Overlijden van de echtgenoot, van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde, van een bloed- of aanverwant in de eerste graad: 4 werkdagen;
4. Huwelijk van een kind: 3 werkdagen;
5. Overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad maar onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar: 2 werkdagen;
6. Overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede graad maar niet onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar: 1 werkdag.

Artikel 67bis

Het stelsel van de arbeidsongevallen dat geldt voor het personeel van de federale overheidsdiensten is van toepassing op de personeelsleden.

Artikel 68

De wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige ambtenaar staat onder het geneeskundig toezicht van Medex of een door de Ombudsmannen gekozen gelijkaardige dienst, overeenkomstig de door de hen vastgestelde modaliteiten.

Hij dient zijn afwezigheid onmiddellijk te melden aan de administrateur en aan de toezichhoudende arts van het betrokken Medisch Centrum.

CHAPITRE VIII: REGIME PECUNIAIRE**Article 69**

A chaque grade sont rattachées une ou plusieurs échelles de traitement, comme précisé dans le tableau joint en annexe I.

L'agent peut faire valoir ses titres à la valorisation pécuniaire des services prestés lors d'une activité professionnelle antérieure pour autant que celle-ci soit reconnue utile par les Médiateurs pour le Collège des Médiateurs fédéraux. Cette reconnaissance s'effectue de plein droit pour:

- 1° les services qui sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des agents de l'Etat;
- 2° l'expérience professionnelle utile qui a été, le cas échéant, fixée comme condition de recrutement.

Article 70

Un agent chargé de fonctions supérieures a droit à une allocation égale à la différence entre le traitement dont il est titulaire et celui auquel il pourrait prétendre s'il était nommé à ce grade.

Article 71

Tous les agents ont droit, dans les mêmes conditions que les agents des services de la Chambre des représentants, à:

- 1° un pécule de vacances;
- 2° une gratification de fin d'année;
- 3° des allocations familiales;
- 4° une allocation de scolarité;
- 5° un remboursement des frais de transport ;
- 6° l'application des mesures de programmation sociale.

Les Médiateurs peuvent également accorder à une catégorie déterminée d'agents les primes spécifiques que la Chambre des Représentants accorde à cette même catégorie d'agents.

Sauf disposition contraire, les montants des traitements, allocations, primes, frais et indemnités mentionnés dans le présent statut sont liés au régime de mobilité applicable au personnel des services publics fédéraux. Ils sont liés à l'indice pivot 138,01.

HOOFDSTUK VIII: BEZOLDIGING**Artikel 69**

Aan elke graad zijn één of meerdere weddeschalen verbonden zoals bepaald in de toegevoegde tabel in bijlage I.

De ambtenaar kan aanspraak maken op de geldelijke valorisatie van de diensten die werden gepresteerd in een vorige beroepswerkzaamheid, voor zover deze door de Ombudsmannen als nuttig worden erkend voor het College van de federale Ombudsmannen. Deze erkenning gebeurt ambtshalve voor:

- 1° de diensten die voor het Rijkspersoneel in aanmerking worden genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit;
- 2° de nuttige beroepservaring die desgevallend als voorwaarde werd gesteld voor de aanwerving.

Artikel 70

Een ambtenaar met hogere functies heeft recht op een toelage gelijk aan het verschil tussen de wedde waarvan hij titularis is en de wedde waarop hij aanspraak zou kunnen maken indien hij in die graad benoemd was.

Artikel 71

Elke ambtenaar heeft onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de Kamer van Volksvertegenwoordigers recht op:

- 1° vakantiegeld;
- 2° een eindejaarstoelage;
- 3° kinderbijslag;
- 4° een schooltoelage;
- 5° terugbetaling van de reiskosten;
- 6° de toepassing van de maatregelen van sociale programmatica

De Ombudsmannen kunnen eveneens aan een bepaalde categorie van de ambtenaren de specifieke premies toekennen die de Kamer van Volksvertegenwoordigers toekent aan dezelfde categorie van ambtenaren.

Tenzij anders bepaald zijn de bedragen van de wedden, toelagen, premies, onkosten en vergoedingen vermeld in dit statuut, gekoppeld aan het mobiliteitsregime van toepassing voor het personeel van de federale overheidsdiensten. Ze zijn

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Les membres du personnel contractuel ont droit à ces avantages dans les mêmes conditions que les agents.

Article 72

L'agent mis en disponibilité pour retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou pour cause de maladie obtient un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur à l'allocation que l'intéressé obtiendrait si le régime de la sécurité sociale lui était applicable dès le début de son absence.

Le traitement d'attente de l'agent mis en disponibilité pour cause de maladie s'élève toutefois à 100 % de son traitement, si la maladie dont il souffre est considérée comme sérieuse et de longue durée par l'Administration de l'expertise médicale (Medex).

aan de spilindex 138,01 gekoppeld.

De contractuele personeelsleden hebben onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren recht op deze voordelen.

Artikel 72

De wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of wegens ziekte in beschikbaarheid geplaatste ambtenaar ontvangt een wachtgeld gelijk aan 60% van zijn laatste activiteitswedde.

Dit wachtgeld mag echter in geen geval lager liggen dan de vergoeding die de betrokkene zou ontvangen indien het stelsel van de sociale zekerheid op hem van bij de aanvang van zijn afwezigheid, van toepassing zou zijn.

Het wachtgeld van de wegens ziekte op beschikbaarheid geplaatste ambtenaar bedraagt evenwel 100% van zijn wedde, indien de ziekte waaraan hij lijdt door het Bestuur van de medische expertise (Medex) als ernstig en langdurig wordt erkend.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE IX: REGIME DISCIPLINAIRE**Article 73**

Les agents qui manquent à leurs obligations professionnelles ou statutaires sont passibles, selon la gravité de leur manquement, des sanctions disciplinaires suivantes :

- le rappel à l'ordre;
- le blâme;
- la retenue de traitement, pendant 3 mois au maximum et limitée au montant fixé par l'article 23, deuxième alinéa de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs;
- la suspension disciplinaire sans traitement, pendant 3 mois au maximum. La suspension disciplinaire entraîne le report, d'une même durée, de la date de prise d'effet des augmentations de traitement et des promotions auxquelles l'agent a droit;
- la rétrogradation, par l'attribution d'une échelle de traitement inférieure dans le même grade ou d'un grade auquel se rapporte une échelle de traitement inférieure;
- la révocation.

Article 74

Pour les agents des niveaux B et C ainsi que pour les attachés et les auditeurs, les sanctions disciplinaires sont infligées par le Conseil des chefs de service, à l'exception de la rétrogradation et de la révocation qui sont prononcées par les Médiateurs.

Article 75

Toutes les sanctions disciplinaires relatives à un directeur, un administrateur ou un auditeur coordinateur sont prononcées par les Médiateurs.

Article 76

Avant toute sanction disciplinaire, l'agent doit être interpellé et entendu par l'administrateur ou un agent désigné à cet effet par les Médiateurs.

Au cas où la sanction disciplinaire a trait au directeur ou à l'administrateur, ceux-ci sont interpellés et entendus par les Médiateurs.

HOOFDSTUK IX: TUCHTREGELING**Artikel 73**

De ambtenaren die niet voldoen aan hun professionele of statutaire verplichtingen zijn onderworpen, naargelang van de ernst van de tekortkoming, aan volgende tuchtmaatregelen:

- de terechtwijzing;
- de blaam;
- de inhouding van de wedde gedurende maximaal 3 maanden en beperkt tot het bedrag bepaald in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers;
- de tuchtschorsing zonder wedde gedurende maximaal 3 maanden. De tuchtschorsing leidt tot een uitstel met eenzelfde duur vanaf de datum van inwerkingtreding van de weddeverhogingen en bevorderingen waarop de betrokkene recht heeft;
- de terugzetting in graad door toekenning van een lagere weddeschaal in dezelfde graad of van een graad waaraan een lagere weddeschaal is verbonden;
- de afzetting.

Artikel 74

Voor de ambtenaren van niveau B en C en voor de attachés en auditeurs worden de tuchtmaatregelen uitgesproken door de Raad van Diensthoofden, met uitzondering van de terugzetting in graad en de afzetting, die worden uitgesproken door de Ombudsmannen.

Artikel 75

Alle tuchtmaatregelen betreffende een directeur, administrateur of auditeur-coördinator worden uitgesproken door de Ombudsmannen.

Artikel 76

Voor elke tuchtmaatregel dient de betrokken ambtenaar vooraf ondervraagd en gehoord te worden door de administrateur of een daartoe door de Ombudsmannen aangewezen ambtenaar.

Ingeval de tuchtmaatregel de directeur of de administrateur betreft worden zij ondervraagd en gehoord door de Ombudsmannen.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Le procès verbal de l'interpellation de même qu'une proposition de décision sont notifiés à l'intéressé par lettre recommandée à la poste ou remis en mains propres avec accusé de réception. Ce dernier a 10 jours ouvrables pour présenter par écrit ses remarques éventuelles au rapporteur. S'il ne réagit pas dans le délai prescrit, il est censé marquer son accord sur la proposition.

Dans le cas contraire, ses observations sont jointes à la proposition qui est communiquée à l'instance compétente visée aux articles 74 et 75 pour prononcer une proposition de décision. Dans les 10 jours ouvrables, celle-ci convoque l'agent et le rapporteur pour une audition.

Article 77

L'agent peut se faire assister, lors de l'audition visée à l'article 76, dernier alinéa, par la personne de son choix.

L'agent rapporteur ne peut pas assister aux délibérations et aux votes du Conseil des chefs de service.

La décision est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste ou remise en mains propres avec accusé de réception.

Dans les cas visés à l'article 75, la décision est définitive à dater de la notification.

Article 78

Il peut être interjeté appel auprès des Médiateurs contre les sanctions disciplinaires prononcées par le Conseil des chefs de service, endéans un délai de 10 jours ouvrables à partir de la notification.

A défaut d'appel endéans le délai prescrit, la sanction disciplinaire devient définitive.

Article 79

Les Médiateurs se prononcent endéans les 30 jours sur l'appel, après avoir entendu l'intéressé. L'agent concerné peut se faire assister par une personne de son choix.

Het proces-verbaal van de ondervraging wordt samen met een voorstel van beslissing aan de betrokkene bij aangetekende brief betekend of overhandigd tegen ontvangstbewijs. De betrokkene dient binnen de 10 werkdagen zijn eventuele schriftelijke opmerkingen over te zenden aan de verslaggever. Bij ontstentenis van opmerkingen binnen de voorgeschreven termijn, wordt hij geacht in te stemmen met het voorstel.

In het andere geval worden zijn opmerkingen gevoegd bij het voorstel en overgezonden aan de volgens de artikelen 74 en 75 bevoegde instantie voor het uitspreken van de voorgestelde beslissing. Binnen de 10 werkdagen roept deze de betrokken ambtenaar en de verslaggever op voor een hoorzitting.

Artikel 77

De betrokken ambtenaar kan zich tijdens de in artikel 76, laatste lid, bedoelde hoorzitting laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

De ambtenaar-verslaggever mag niet deelnemen aan de beraadslaging en stemming van de Raad van Diensthoofden.

De beslissing wordt aan de betrokkene bij aangetekende brief betekend of overhandigd tegen ontvangstbewijs.

In de in artikel 75 bedoelde gevallen wordt de beslissing definitief vanaf de betekening.

Artikel 78

Tegen de tuchtmaatregelen uitgesproken door de Raad van Diensthoofden kan binnen een termijn van 10 dagen vanaf de betekening hoger beroep worden ingesteld bij de Ombudsmannen.

Bij ontstentenis van hoger beroep binnen de voorgeschreven termijn wordt de tuchtmaatregel definitief.

Artikel 79

De Ombudsmannen spreken zich binnen de 30 dagen uit over het hoger beroep, na de betrokkene te hebben gehoord. De betrokken ambtenaar kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

La décision relative à l'appel est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste ou remise en mains propres avec accusé de réception.

Cette décision devient définitive à dater de la notification.

Article 80

Les sanctions disciplinaires prononcées doivent être motivées. Elles sont consignées au dossier personnel de l'agent concerné.

Article 81

Les sanctions disciplinaires sont effacées d'office du dossier personnel de l'intéressé après une période de:

- 1 an pour le rappel à l'ordre et le blâme;
- 2 ans pour la retenue de traitement et la suspension disciplinaire;
- 3 ans pour la rétrogradation,

après la date à laquelle elles ont pris effet, pour autant qu'aucune autre sanction disciplinaire n'ait été infligée dans ce délai.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction, l'effacement implique que la sanction radiée n'est plus prise en compte pour l'attribution d'une évaluation et pour l'appréciation des titres de l'agent à la promotion.

Article 82

Une procédure disciplinaire ne peut avoir trait qu'à des faits qui se sont produits ou ont été constatés au cours des 6 mois précédant l'engagement de la procédure.

En cas de communication d'une condamnation pénale par le Ministère public, le délai de 6 mois prend cours à partir de cette communication.

Article 83

L'agent peut être mis en disponibilité par les Médiateurs dans l'intérêt du service, à titre de mesure conservatoire et en attendant que l'affaire soit traitée au fond.

A moins qu'il ne s'agisse de faits certains ou de faits qui se sont produits dans l'exercice de ses fonctions,

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

De beslissing inzake het hoger beroep wordt aan de betrokkene bij aangetekende brief betekend of overhandigd tegen ontvangstbewijs.

Deze beslissing wordt definitief vanaf de betekening.

Artikel 80

De uitgesproken tuchtmaatregelen dienen te worden gemotiveerd. Er wordt melding van gemaakt in het persoonlijk dossier van de betrokken ambtenaar.

Artikel 81

De tuchtmaatregelen worden in het persoonlijk dossier van de betrokkene ambtshalve uitgewist na een periode van:

- 1 jaar voor een terechtwijzing of een blaam;
- 2 jaar voor een inhouding van wedde en een tuchtschorsing;
- 3 jaar voor een terugzetting in graad,

vanaf de datum waarop ze van kracht werden en voor zover geen andere tuchtmaatregel binnen dezelfde periode werd opgelegd.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtmaatregel impliceert de uitwissing dat de doorgehaalde tuchtmaatregel niet langer in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van een evaluatie en bij de beoordeling van de aanspraken op bevordering.

Artikel 82

Een tuchtprocedure is slechts van toepassing voor feiten die zich hebben voorgedaan of werden vastgesteld binnen de 6 maanden voorafgaand aan de inleiding van de procedure.

In geval van kennisgeving door het Openbaar Ministerie van een strafrechtelijke veroordeling, loopt de termijn van 6 maanden vanaf deze kennisgeving.

Artikel 83

De betrokkene kan als bewarende maatregel en in afwachting van de behandeling van de zaak ten gronde, door de Ombudsmannen in beschikbaarheid worden gesteld in het belang van de dienst.

Tenzij het vaststaande feiten betreft of feiten die zich voordeden tijdens de uitoefening van zijn functie,

l'action publique suspend la procédure disciplinaire.

Quel que soit le résultat de l'action publique, seuls les Médiateurs se prononcent sur l'opportunité d'entamer une procédure disciplinaire.

schorst de strafvordering de tuchtprocedure.

Ongeacht het resultaat van de strafvordering spreken alleen de Ombudsmannen zich uit over de opportuniteit van een tuchtprocedure.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE X: CESSATION DES FONCTIONS**Article 84**

Les agents cessent leurs fonctions d'une des manières suivantes:

- 1° par fin du délai de nomination des chargés de mission;
- 2° par fin de la mise à disposition des chargés de mission;
- 3° par démission volontaire ou d'office;
- 4° par licenciement;
- 5° par révocation;
- 6° par admission à la retraite ou à la mise à la retraite.

Article 85

Un agent ne peut mettre fin volontairement à ses fonctions qu'en présentant sa démission par écrit aux Médiateurs et moyennant un délai de préavis de trente jours.

Article 86

Outre les cas visés aux articles 23, deuxième alinéa et 24 du présent statut, un agent peut être démis d'office sans préavis lorsqu'il ne satisfait plus, selon les constatations des Médiateurs, aux conditions d'admissibilité visées à l'article 10.

Article 87

Un agent ne peut être révoqué qu'à la suite d'une procédure disciplinaire.

Il peut être licencié sans préavis, en cas de violation des articles 21, 22, 23 dernier alinéa et 25 du présent statut.

Article 88

~~Sauf modalités dérogatoires déterminées par les Médiateurs, la réglementation applicable aux membres de leur personnel en matière de pensions est celle qui est d'application pour les agents de l'Etat.~~

Les agents sont admis d'office à la retraite et peuvent faire valoir leurs droits à une pension dès qu'ils ont atteint l'âge légal de la mise à la retraite.

HOOFDSTUK X: BEËINDIGING VAN HET AMBT**Artikel 84**

De ambtenaren beëindigen hun functie op een van de volgende wijzen:

- 1° door beëindiging van de termijn van benoeming van de opdrachthouders;
- 2° door beëindiging van de terbeschikkingstelling van de opdrachthouders;
- 3° door vrijwillige of ambtshalve ontslagneming;
- 4° door afdanking;
- 5° door afzetting;
- 6° door toelating tot het pensioen of oppensioensstelling.

Artikel 85

Een ambtenaar kan slechts ontslag nemen uit zijn functie op voorwaarde dat hij zijn ontslag schriftelijk mededeelt aan de Ombudsmannen en met inachtneming van een termijn van 30 dagen vooropzeg.

Artikel 86

Een ambtenaar wordt, naast de gevallen bedoeld in de artikelen 23, 2de lid, en 24 van dit statuut, zonder vooropzeg ambtshalve ontslagen, wanneer hij volgens de vaststellingen van de Ombudsmannen niet meer voldoet aan de toelaatbaarheidsvoorwaarden zoals bedoeld in artikel 10.

Artikel 87

Een ambtenaar kan slechts worden afgezet ten gevolge van een disciplinaire procedure.

Hij kan zonder vooropzeg worden ontslagen in geval van schending van de artikelen 21, 22, 23, laatste lid, en 25 van dit statuut.

Artikel 88

~~Behoudens afwijkende modaliteiten bepaald door de Ombudsmannen is op hun personeelsleden inzake pensioenen de reglementering van toepassing die geldt voor de Rijksambtenaren.~~

De ambtenaren worden ambtshalve tot het pensioen toegelaten en kunnen hun pensioenrechten laten gelden, zodra zij de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

Ils peuvent demander leur mise à la retraite anticipée dans les mêmes conditions que les agents de l'Etat.

Les agents sont mis d'office à la retraite lorsqu'ils ont épuisé le nombre de jours de maladie et qu'ils ont droit, en vertu de la loi, à une pension de retraite et lorsque leur incapacité définitive de travail pour raison de santé a été constatée de manière définitive.

Article 89

Les délais de préavis dont question dans le présent chapitre prennent cours le premier jour ouvrable du mois civil qui suit celui au cours duquel les préavis ont été remis.

Article 90

Toutes les décisions nécessaires de fin de nomination temporaire, de détachement, de démission, de licenciement ou de révocation sont prononcées par les Médiateurs.

La décision des Médiateurs est notifiée à l'intéressé par ceux-ci ou par l'administrateur au moyen d'une lettre recommandée à la poste ou remise en mains propres avec accusé de réception.

Zij kunnen met vervroegd pensioen gaan onder dezelfde voorwaarden als voor de Rijksambtenaren.

De ambtenaren worden ambtshalve op pensioen gesteld wanneer zij het aantal ziekte-dagen hebben opgenomen, krachtens de wet pensioengerechtigd zijn en hun blijvende arbeidsongeschiktheid wegens gezondheidsredenen definitief werd vastgesteld.

Artikel 89

De termijnen van vooropzeg waarvan sprake in dit hoofdstuk gaan in op de eerste werkdag van de burgerlijke maand volgend op deze waarin de vooropzeg werd betekend.

Artikel 90

Alle noodzakelijke beslissingen inzake het einde van de tijdelijke benoeming, terbeschikkingstelling, ontslagneming, afdanking of afzetting worden uitgesproken door de Ombudsmannen.

De beslissing van de Ombudsmannen wordt door hen of door de administrateur aan de betrokkene betekend bij aangetekende brief of overhandigd tegen ontvangstbewijs.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM

CHAPITRE XI: DISPOSITIONS PARTICULIERES, TRANSITOIRES ET FINALES

Article 91

Tous les cas particuliers qui n'ont pas été prévus par le présent statut peuvent être soumis aux Médiateurs qui prendront souverainement, pour chaque cas, une décision individuelle.

Article 91bis

Les Médiateurs peuvent décider d'organiser une procédure unique de recrutement interne, aux conditions fixées par ou en vertu du présent statut, au profit des membres du personnel en fonction auprès du Collège des Médiateurs fédéraux ou du Sénat à la date d'entrée en vigueur du présent article.

Article 91ter

L'article 13, 1^{er} alinéa, s'applique aux chargés de mission entrés en fonction depuis le 1^{er} janvier 2007 à la suite d'un appel externe.

Article 92

Le présent statut entre en vigueur le 19 novembre 1998.

Les modifications approuvées par la Chambre des Représentants entrent en vigueur immédiatement.

HOOFDSTUK XI: BIJZONDERE BEPALINGEN, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Artikel 91

Alle bijzondere gevallen die niet in dit statuut zijn voorzien, kunnen worden voorgelegd aan de Ombudsmannen die over elk individueel geval soeverein beslissen.

Artikel 91bis

De Ombudsmannen kunnen beslissen tot het organiseren van een eenmalige interne wervingsprocedure, onder de voorwaarden bepaald of overeenkomstig dit statuut, ten behoeve van de personeelsleden werkzaam bij het College van de federale Ombudsmannen of de Senaat op datum van inwerkingtreding van dit artikel.

Artikel 91ter

Artikel 13, eerste lid, is van toepassing op de opdrachthouders die sinds 1 januari 2007 in dienst zijn getreden na een externe oproep.

Artikel 92

Dit statuut treedt in werking op 19 november 1998.

De wijzigingen goedgekeurd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers treden onmiddellijk in werking.

4/2/20144/2/20142/25/201410:39:54 AM10:25:19 AM12:36:29 PM